

BILAN DES ÉLU-E-S EELV DU CONSEIL RÉGIONAL DES PAYS DE LA LOIRE



Région

PAYS DE LA LOIRE

Groupe d'élu-e-s Europe Ecologie Les Verts

L'écologie au service de l'intérêt général et des territoires

2010
2015



■ **13.64%** Tel est le score réalisé par la liste écologiste et citoyenne que j'ai conduite lors du premier tour des élections régionales de mars 2010. Un score significatif, important même, porteur d'espoir. Un score qui a permis aux écologistes, à l'issu du second tour, de prendre la responsabilité de politiques publiques au cœur de la transformation écologique de la Région (éducation, formation, environnement, énergie, portées par 4 vice-présidences).



Le mandat a donné aux quatorze autres élu-e-s du groupe, une belle occasion de montrer la crédibilité et la pertinence des propositions écologistes dans des domaines variés tels les circuits-courts, la restauration durable dans les lycées, la lutte contre les discriminations, l'éco conditionnalité des aides publiques et la commande publique durable ou la gestion de l'eau... Pendant cinq années, nous avons mis en œuvre une écologie concrète, avec le

souci de répondre aux attentes des citoyen-nes comme des acteurs et actrices socio-économiques du territoire. C'est aussi dans cet esprit que nous continuons de nous opposer à la réalisation d'un nouvel aéroport à Notre-Dame des Landes ou à l'A831, projets inutiles pour le territoire, irrespectueux de l'environnement et incohérents sur les plans économique et social.

■ Notre bilan s'inscrit dans un contexte de crises sociale et économique qui s'illustrent par un chômage sans précédent. Un contexte où les citoyen-nes ne croient plus en la politique pour leur apporter des solutions au quotidien. **C'est donc avec la plus grande humilité mais aussi avec la force de nos convictions que nous vous dressons le bilan des actions menées pour ancrer au quotidien et dans les territoires la transformation écologique que nous pensons incontournable pour notamment créer de l'emploi durable et plus globalement, sortir de la crise structurelle dans laquelle nous sommes plongés aujourd'hui.**

Bonne lecture et n'hésitez surtout pas à nous faire part de vos remarques pour continuer, ensemble, de préparer l'avenir.

**Jean-Philippe Magnen,
Président du groupe EELV**

03>03
LA RÉPARTITION DES SIÈGES

01

04>09
TRANSFORMER NOTRE MODÈLE
SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

02

10>14
MULTIPLIER LES DOMAINES
D'INTERVENTION

03

15>17
TRAVAILLER SUR LE LONG TERME

04

18>18
TRACER UNE FEUILLE DE
ROUTE COLLECTIVE

05

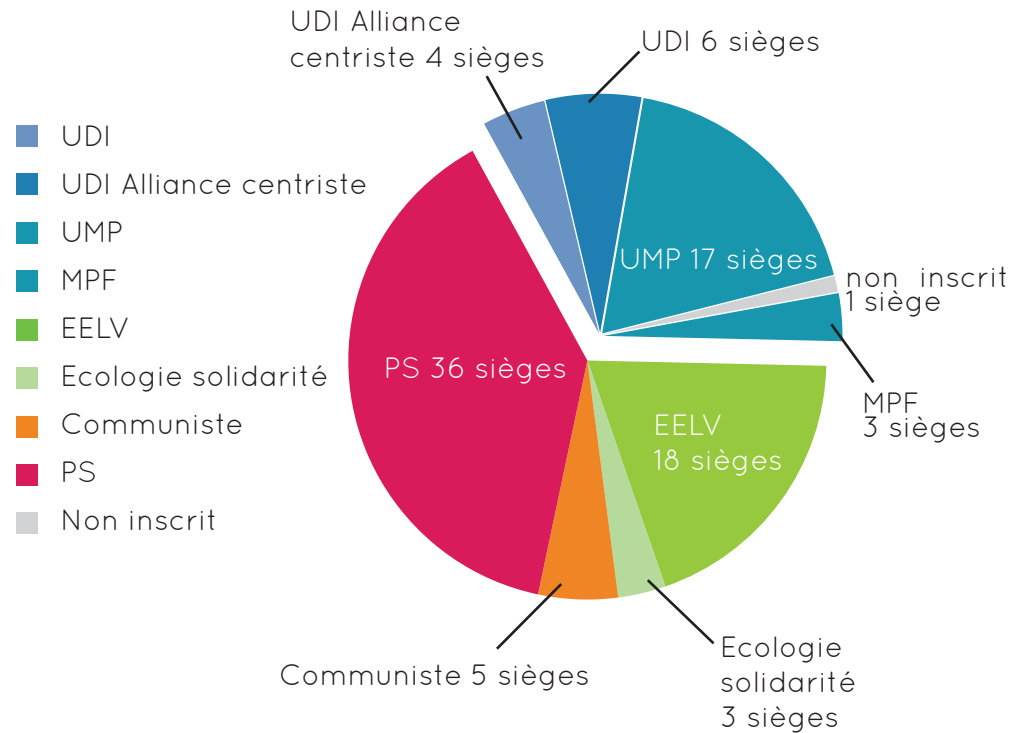
19>21
LES TEMPS FORTS DU MANDAT

06

01

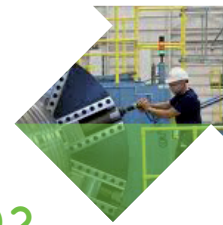


LA RÉPARTITION DES SIÈGES



03

02



TRANSFORMER NOTRE MODÈLE SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Emplois locaux, durables et de qualité : condition pour une transformation écologique de l'économie

« Œuvrer à la transformation écologique de l'économie et préparer l'avenir des habitant-es en favorisant le droit à la formation pour tous, tout au long de la vie. Tels sont les deux piliers de mon action durant ces 5 années de mandat ».

Jean-Philippe Magnen, vice-président à l'emploi et à la formation.

- ▶ La transformation nécessaire de nos structures socio-économiques, tel est l'objectif du **Schéma Régional de l'Économie et de l'Emploi Durables** (SREED) co-construit avec les écologistes ; où la prise en compte de la transition écologique est indissociable du développement économique.
- ▶ **Compétences 2020** illustre cette démarche et accompagne la navale, l'aéronautique, les énergies marines renouvelables et l'automobile, pour anticiper les besoins en compétences et permettre aux salariés de s'y préparer.
- ▶ Proposé par les écologistes, **le guide des compétences vertes** démontre pour **Christelle Cardet, membre de la commission Emploi formation**, que « bien au-delà des métiers « verts », quasiment tous les secteurs, même les plus classiques de l'industrie et du bâtiment, sont irrigués par le développement durable ».

04

- ▶ Le service public régional de la formation professionnelle continue agit, par l'achat de prestations de formation, pour faciliter le retour vers des emplois durables de 22 000 stagiaires.
- ▶ La Charte tripartite d'engagement pour la continuité du parcours professionnel, permet aux salarié-es d'être accompagné-es dans leur formation de premier niveau de qualification, pour d'une part les sécuriser dans leur emploi et d'autre part donner aux entreprises la possibilité d'effectuer la transition écologique et sociale, en bénéficiant des compétences nécessaires au sein de leur organisation.



L'éducation : première étape de la mutation de la société

« J'ai mené mon action, animé par le souhait d'améliorer les conditions de vie des lycéen-e-s et apprenti-e-s. Deux mots clés de mon mandat : innovation et ambition pour les jeunes ligérien-ne-s ». **Matthieu Orphelin, vice-président à l'éducation et l'apprentissage.**

- ▶ Impulsé et porté par les écologistes, le Plan d'investissement pour les lycées a permis la construction de nouveaux établissements comme sur l'île de Nantes, Beaupréau ou Clisson. Il a également été déterminant pour mettre en œuvre d'importants travaux de rénovation énergétique ou d'accessibilité.

- ▶ Notre engagement n'a jamais faibli pour la généralisation de la restauration durable à tous les lycées publics et Centres de Formation d'apprentis (CFA). Une décision importante du mandat qui invite les établissements à s'investir dans une démarche d'approvisionnement en produits de qualité (bio et labels sans OGM).
- ▶ Le groupe a, à de nombreuses reprises, exprimé son soutien aux lycéen-ne-s et apprenti-e-s sans papier. Soutien dont l'objectif est de permettre aux jeunes dont la situation n'est pas régularisée de poursuivre et d'aller au terme de leurs études dans des conditions sereines.
- ▶ Une nouvelle action « Les Jeunes luttent contre les discriminations » a été impulsée, dès 2010, dans le Plan d'Actions Educatives. Pour **Joelle Remoissenet, membre de la commission Education Apprentissage** : « Nous avons assisté à une vraie montée en puissance quantitative, mais surtout qualitative des projets, avec des jeunes de plus en plus mobilisés et réellement acteurs, nous donnant à voir, avec acuité et intensité lors des journées de restitution, le regard qu'ils portent sur les discriminations, qu'elles soient d'ordre sexiste, homophobe, raciste, ou liées aux questions de handicap et d'apparence. Plus de 15 000 jeunes impliqués sur 5 ans et accompagnés par les acteurs éducatifs, enseignants et partenaires ! ».

Vous DÉCOUVREZ
QUE VOTRE SOEUR OU
VOTRE FRERE EST HOMOSEXUEL
-LE
COMMENT RÉAGISSEZ-VOUS?

L'énergie : enjeu majeur du XXI^{ème} siècle

« Nous n'avons plus à démontrer l'urgence de la transition énergétique : la Région s'est fixée des objectifs ambitieux mais indispensables pour limiter l'impact du dérèglement climatique. Il faut maintenant agir en conséquence ».

Emmanuelle Bouchaud, vice-présidente à l'énergie.

- Pour les écologistes, il ne peut y avoir de transition énergétique sans changement de gouvernance. Une véritable concertation s'est donc mise en place dès 2012 avec les États régionaux de l'énergie puis avec **la Conférence régionale de transition énergétique qui réunit aujourd'hui plus de 200 acteurs**. Répartie dans 10 groupes de travail, leurs échanges et propositions permettent de décliner la Stratégie régionale de transition énergétique, colonne vertébrale de notre politique énergétique régionale qui repose sur 4 objectifs fixés collectivement.
- Le changement des comportements et les économies d'énergies ont été l'une de nos priorités. Face aux succès des aides aux particuliers pour la rénovation thermique de leur domicile (AREEP), nous avons priorisé les 15 millions d'euros annuels de cette mesure vers l'accompagnement des ménages les plus modestes : sur l'ensemble du mandat, plus de 10 000 foyers ligériens en auront profité. Nous soutenons également le Défi des familles à énergie positive, une manifestation populaire qui permet de **réduire en moyenne d'un quart la consommation énergétique des foyers participants**.
- L'action transversale des écologistes dans le domaine de l'énergie a permis d'affirmer le soutien de la Région aux filières émergentes de **l'éolien et du solaire**. La structuration de la filière éolienne off shore et terrestre est un enjeu important en matière d'énergie mais aussi en matière de développement économique et d'emplois : notre parc régional est vecteur d'activités et **a généré plus de 6000 emplois** dans la région.

L'environnement : le préserver au présent pour respecter les générations futures

« L'environnement est un domaine large et transversal. Il implique des enjeux économiques, sociaux, culturels et sanitaires qui embrassent l'ensemble des politiques publiques ».

Sophie Bringuay, vice-présidente à l'environnement.

- **La qualité de l'eau et des milieux aquatiques** est une priorité. Dès 2005, le Contrat régional de bassin versant (CRBV) est venu accompagner les territoires. Cette initiative a été amplifiée : plus de 70% du territoire est aujourd'hui couvert par un CRBV, avec 1700 opérations menées, 28 millions de subventions régionales investies.
- Après la catastrophe de Xynthia, les écologistes ont contribué à l'action régionale pour les territoires impactés. En mars 2012 une convention sur **la gestion durable du trait de côte** a été adoptée pour améliorer le partage des données et mettre en place un guichet unique pour les opérations de gestion du trait de côte et de prévention des submersions marines. Les écologistes rappellent régulièrement la priorité à la culture du risque.



▶▶ Les Pays de la Loire sont parmi les plus dynamiques en matière de biodiversité. Avec 19 Réserves Naturelles Régionales, nous sommes la deuxième région de France. En juin 2014 a été adoptée **la nouvelle politique régionale en faveur de la biodiversité**. Elle se traduira par une meilleure articulation des politiques publiques.

▶▶ L'adoption d'un **Plan régional d'élimination des déchets dangereux (PREDD)** est une obligation légale de la Région. Mais nous avons été plus loin sur l'amiante et, depuis 2011, plus de 150 entreprises artisanales ont été soutenues pour réduire ou stopper leurs déchets dangereux.

LE PLAN BÂTIMENT : UNE MISE EN ŒUVRE COLLECTIVE ET TRANSVERSALE

Durant le mandat, la mise en place de certaines politiques publiques a été l'objet d'un travail transversal entre les commissions et d'un engagement collectif du groupe EELV, à l'instar du Plan régional d'urgence en faveur des filières de la construction durable : bâtiment et travaux publics.

A la croisée des politiques liées à l'emploi, à la formation, à l'apprentissage, au développement économique ou à l'énergie, ce plan vise à soutenir le secteur du bâtiment pour sauver et créer davantage d'emplois non-délocalisables ou à faciliter l'accès des entreprises du BTP à la commande publique régionale.



03

MULTIPLIER LES DOMAINES D'INTERVENTION

On l'a vu, l'emploi, l'éducation, l'énergie et l'environnement ont été les principaux marqueurs du mandat. Pour autant, portées collectivement par notre groupe ou individuellement par un-e élu-e EELV, nous avons fait avancer d'autres politiques publiques :

▶▶ **Sur les paradis fiscaux et judiciaires, Sophie Bringuy et Laurent Martinez se sont emparés du sujet** au nom du groupe dès 2010. « Nous avons réussi à faire intégrer dans la charte de déontologie financière un paragraphe imposant la transparence aux partenaires financiers quant à leurs activités liées au Paradis Fiscaux Judiciaires (liste OCDE) », rappelle **Laurent Martinez, chargé de l'achat responsable et du commerce équitable**.

▶▶ Dans la Commission Solidarités, la plus-value écolo a permis de renforcer les critères de **conditionnalité des aides** pour le logement social ou sous maîtrise d'ouvrage publique avec, pour les constructions neuves, des bonus importants pour les opérations passives ou à énergie positive, ainsi que des majorations d'aides pour les projets de rénovation des bâtiments basse consommation (BBC).
« Nous soutenons le secteur du BTP et la transition énergétique de notre région grâce, aussi, à notre politique volontariste en matière de réhabilitation thermique et à nos dispositifs pour adapter les logements au vieillissement ».
Vincent Dulong, membre de la commission solidarité.

▶▶ L'inscription de **la clause d'insertion dans la Charte régionale de la commande publique durable** adoptée en juin 2012 est aussi le fruit de l'action écologiste. Cette clause est un engagement qui prend en compte les critères d'insertion socioprofessionnelle et promeut l'emploi des personnes en difficultés.

▶▶ Malgré l'absence de délégation directement liée à l'agriculture au sein du groupe, les écologistes ont pu, grâce à un travail collectif, obtenir des avancées concrètes. Ainsi, la **Charte des circuits de proximité et de qualité** adoptée en juin 2012, puis mise en œuvre à travers un appel à projets, n'aurait certainement pas vu le jour dans sa forme actuelle sans l'action déterminante du groupe EELV.

▶▶ En matière d'égalité entre les femmes et les hommes, les écologistes ont travaillé à ce que cette question irrigue l'ensemble des politiques régionales. La Commission « éducation et apprentissage » s'est ainsi emparée de la **question de la lutte contre les stéréotypes**, tandis que la commission « emploi, formation et métiers de demain », celle de **l'égalité professionnelle**.

L'idée a aussi été de travailler en transversalité avec les têtes de réseaux pour favoriser les synergies entre les associations sur le terrain et développer au maximum des actions de prévention, préalable indispensable pour lutter efficacement contre toutes les injustices et toutes les formes de violence.

« L'éducation, le partage d'expériences, le dialogue sont au cœur d'une politique de prévention active pour faire évoluer nos modes de vie et nos façons de penser afin de construire une société plus juste ».

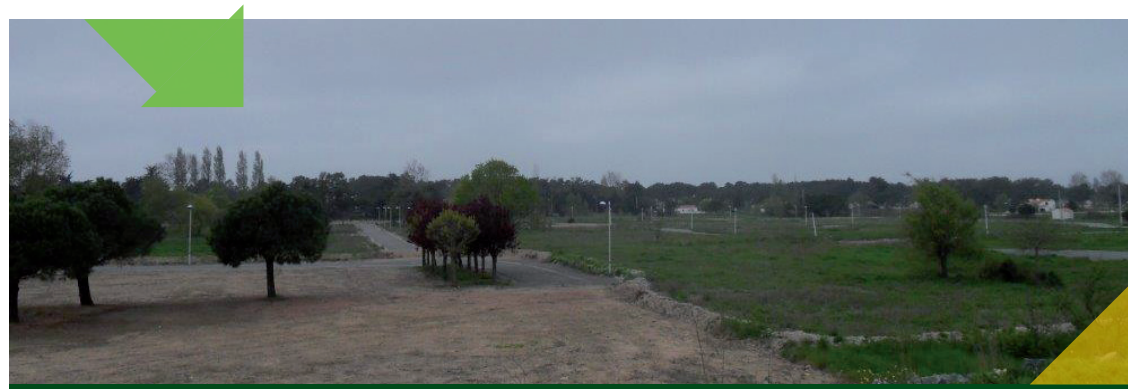
Claudie Boileau, membre de la commission solidarité.

▶▶ Le groupe EELV a un élu délégué à la Loire qui a porté activement les Assises de la Loire courant 2011/2012. Elles ont débouché sur un programme d'actions en faveur de la Loire et de l'estuaire.

Le Programme régional Loire, voté en 2013, embrasse toutes les politiques du Conseil Régional (tourisme, économie, biodiversité, environnement, patrimoine, culture, etc.)

« Pour la première fois, la Loire bénéficie d'une vision stratégique. Nous avons réussi à porter un scénario d'intervention qui redonne du sens à l'aménagement et à la gestion du fleuve et qui fait le lien entre les différentes actions ».

Christophe Dougé, délégué à la Loire.



APRÈS XYNTHIA : VERS UNE CULTURE DU RISQUE

Afin de favoriser **une gestion plus durable du littoral** ainsi que la résilience de notre territoire, les écologistes ont agi à plusieurs niveaux :

- **Accompagnement des communes de Vendée dans l'élaboration de leurs plans communaux de sauvegarde ;**
- **Accompagnement spécifique des territoires impactés par les tempêtes à travers les contrats de territoire ;**
- **Participation à la « Commission littoral », créée en 2012 dans le cadre d'une convention quadripartite entre l'Etat, la Région et les départements de Loire-Atlantique et de Vendée, afin de suivre les demandes de financements de digues et élaborer une stratégie de gestion durable du littoral ;**
- **Suivi du Contrat régional de solidarité territoriale (CRST), approuvé en décembre 2014, qui aide à la reconstruction de La-Faute-sur-Mer, L'Aiguillon-sur-Mer et La Tranche-sur-Mer ;**
- **Consultation régulière d'associations et acteurs du littoral afin de nourrir leurs réflexions.**

« Le changement climatique et la montée des eaux ont une répercussion sur nos territoires qu'il convient d'analyser et de préparer ».

Claudine Goichon, membre de la commission environnement.

La lutte contre le projet d'aéroport à Notre Dame des Landes a motivé de multiples prises de positions dans les hémicycles, des actions devant les tribunaux et notre mobilisation sur la zone de l'hypothétique projet. Les élu-e-s du groupe ont donc été quotidiennement impliqués contre le projet.

« A plusieurs niveaux complémentaires, comme le rappelle **Geneviève Lebouteux**, en nous opposant à la stratégie de communication fallacieuse du Conseil régional, en portant la pétition au Parlement Européen ou en participant aux rassemblements citoyens par exemple ».

Un autre projet aberrant concerne la région : l'autoroute A 831 sur pilotis à travers les marais ! Les élu-e-s EELV ont rappelé, régulièrement, l'existence de solutions alternatives comme la sécurisation des axes routiers actuels et, surtout, le développement du ferroviaire. Ils ont également pu s'appuyer sur les conclusions du rapport Duron qui indique que cette autoroute n'aurait aucune plus-value sociétale et un impact dévastateur pour l'environnement repoussant son éventuelle réalisation à un horizon « très lointain », un abandon qui ne dit pas son nom !

« Un aménagement équilibré de notre région qui répondrait aux besoins des usagers et valoriserait les infrastructures déjà existantes. Voici ce que nous défendons face aux projets inutiles, destructeurs et coûteux ».

Michel Perrier, membre de la commission transport.



- ▶ Les élu-e-s EELV ont participé à la **co-construction des politiques culturelles en faveur de l'audiovisuel et du livre** notamment. Cela s'est traduit par la mise en place d'un dispositif d'accompagnement à la numérisation des salles de cinéma ou encore par un soutien au projet d'externalisation du Centre de Ressources du livre (CRL) pour en confier les futures missions à une structure associative regroupant les acteurs de la chaîne du livre en un pôle de coopération. Et c'est un élu écologiste, Daniel Ramponi, qui a contribué à la nouvelle structuration de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle Bretagne - Pays de la Loire, consacré à l'enseignement supérieur du spectacle vivant, et dont il est le président depuis avril 2013.

« Le projet de développement culturel de la Région est fondé sur des valeurs écologistes de consultations, d'écoute et de dialogues avec l'ensemble des acteurs des filières. Un « faire ensemble » assez inédit à l'échelle d'un territoire comme le nôtre, qui a permis notamment la co-écriture d'un texte d'orientations partagées pour la culture ».

Daniel Ramponi & Samira El Alaoui, membres de la commission Culture.

- ▶ C'est une élue écologiste - **Hédia Manai-Bauchet** - qui a porté le **partenariat interrégional avec le Gouvernement de Gafsa**, concrétisé par la signature d'une convention en Tunisie en Novembre 2012. L'axe prioritaire de ce partenariat est **l'accompagnement de la société civile.**

« La période de mon mandat est marquée par un bouleversement démocratique sans précédent en Tunisie. J'ai œuvré pour que la Région accompagne cette dynamique de la société civile ».

Hédia Manai-Bauchet, en charge de la coopération décentralisée en Tunisie.



TRAVAILLER SUR LE LONG TERME

Certaines des ambitions écologistes n'ont pu se concrétiser pour des raisons financières ou structurelles, parfois par manque de volonté politique des partenaires de la majorité. Mais des balises ont été posées et les alertes restent actives sur un certain nombre de dossiers que nous veillerons à transmettre au prochain groupe d'élu-e-s EELV ; pour permettre la continuité de l'action.

Sur **l'agriculture**, il conviendrait d'aller plus loin dans la transformation du modèle et, pour **Jacques Cochy**, « *de concilier contraintes économiques, lutte contre la concurrence déloyale des intensifs et santé publique* ».



LE SCÉNARIO AFTERRS 2050 : DONNER UN AVENIR AGRICOLE DURABLE AUX PAYS DE LA LOIRE

Le bureau d'études toulousain Solagro, à l'instar de négaWatt dans le domaine de l'énergie, a proposé un **scénario d'utilisation soutenable des terres et de l'agriculture pour la France**. Approche originale mais non moins nécessaire, il raisonne à partir des besoins alimentaires, qu'il ne manque pas de faire concorder avec la **contrainte énergie-climat**.

Les axes du scénario, qui a été décliné à l'échelle des Pays de la Loire par l'association Virage-Energie-Climat, se recoupe avec nombre de pistes de sortie de crise imaginées par les écologistes. Nous avons donc jugé crucial, pour préparer l'avenir, **d'organiser des rencontres de travail** avec les acteurs de la société civile.

Les résultats de ces échanges sont disponibles en ligne : <http://petitlien.fr/AnnexesAfterres>

« *Il nous faut changer, nous le savons tous. La question est de savoir si nous le faisons en accompagnant la fuite en avant vers des marchés mondiaux incertains, comme c'est le cas actuellement, ou en privilégiant notre soutien à la transformation durable de nos systèmes alimentaires, vraie réponse à la contrainte énergie-climat et à la relocalisation de la vie sur les territoires* ».

Les élu-e-s EELV membre du groupe de travail « agriculture ».

Autres exemples :

- ▶ L'ouverture de **la ligne THT Cotentin Maine** est l'un des symboles de ces projets inutiles, dangereux pour la santé et destructeur de l'environnement que les écologistes – malgré leur opposition maintes fois exprimée – n'ont pu stopper. Résultat : 400 000 volts sur 163 km de paysage balaféré. Cette ligne figurait pourtant parmi les projets impactant négativement l'environnement de la **Cellule de veille et d'alerte** (tout comme la zone industrielle de Méron par exemple). Une Cellule qui gagnerait à être renforcée lors d'un prochain mandat.
- ▶ Dans le domaine de **la recherche de l'enseignement supérieur et de l'innovation**, le groupe a toujours combattu « l'excellence » et la compétitivité comme seuls critères. Les sciences humaines et l'innovation sociale doivent reprendre leur place.
- ▶ Solution alternative à la route, il est urgent de développer davantage **le fret ferroviaire, fluvial et maritime**. Pour **Marie-Laure Motreuil, membre la commission transport**, « l'alternative existe par exemple à travers le projet des autoroutes de la mer. Il est nécessaire aussi d'accompagner le Grand Port Maritime dans ses investissements ».
- ▶ Autre proposition écologiste à amplifier : renforcer l'action de la Région dans le domaine de **la citoyenneté européenne, de l'ouverture internationale et de la coopération décentralisée**.



05

TRACER UNE FEUILLE DE ROUTE COLLECTIVE

Le groupe EELV est constitué de 18 élu-e-s. 18 individus, 18 délégations portées par chacun-e d'entre eux et autant de priorités ! Il est parvenu – par son organisation autour d'un bureau notamment, par l'accompagnement de ses collaboratrices/teurs aussi et – surtout – par son sens profond de l'intérêt général – à porter d'une seule voix sa vision de l'écologie politique, à tracer UNE feuille de route collective pour la transformation écologique de la société. Pour les générations futures évidemment mais également pour le bien-être au quotidien des femmes et des hommes de la région.

Pour cerner au mieux la richesse du travail individuel de chacun-e des élu-e-s du groupe, rendez-vous sur la page du site dédiée aux bilans individuels des élu-e-s EELV.








Pour aller plus loin









- ▶ Site des élu-e-s EELV des Pays de la Loire
<http://elus-pdl.eelv.fr/>
- ▶ Les Bilans individuels
<http://elus-pdl.eelv.fr/bilan-du-mandat-2010-2015/>
- ▶ Contact
europa-ecologie@paysdelaloire.fr



LES TEMPS FORTS DU MANDAT

06

- Mars 2010  Score historique pour EELV au premier tour des élections régionales : 13.64% des voix
- Janv. 2011  Adoption des Aides Régionales aux Économies d'Énergie pour les Particuliers (AREEP)
- Juin 2011  Nouveau Plan régional de continuité professionnelle
Adoption de la Charte de déontologie financière avec un chapitre sur la lutte contre les paradis fiscaux judiciaires
- Déc. 2011  Adoption du Schéma Régional de l'Économie et de l'Emploi Durables
- Janv. 2012  Signature des quatre premiers contrats nature pour restaurer les continuités écologiques : plus de 1.6 millions d'euros
- Juin 2012  Premier budget transversal «énergie» : l'énergie au cœur des politiques régionales
Edition du Guide des compétences vertes
Vote de la Charte de la Commande publique durable
- Juillet 2012  Première présentation de la Charte des circuits alimentaires de proximité et de qualité aux acteurs du secteur

- Sept. 2012  Deux nouveaux élu-e-s dans le groupe EELV
- Oct. 2012  Ouverture du débat régional sur la transition énergétique
- Nov. 2012  Signature de la Charte d'accueil de l'apprenti-e en situation de handicap dans les CFA
- Janv. 2013  Vote de plus de 200 millions d'euros pour la nouvelle offre de formation professionnelle régionale pour les demandeurs d'emploi
- Janv. 2013  Adoption du Programme régional Loire. Il recoupe toutes les politiques du Conseil Régional (tourisme, économie, biodiversité, environnement, patrimoine, culture, etc.)
- Avril 2013  NDDL: remise des rapports de la Commission du dialogue, de la Mission agriculture et du Comité d'experts scientifiques. Suspension de fait du projet
- Juin 2013  Généralisation de la démarche restauration durable dans les lycées
Remise du rapport de la Commission Mobilité 21 sur les infrastructures de transports : l'A831 est repoussée aux calendes grecques
Renouvellement du vœu de soutien des élu-e-s de l'Assemblée régionale aux lycéen-nes, apprenti-es et étudiant-es sans papiers, voté en novembre 2010
- Sept. 2013  Ouverture de deux nouveaux lycées à Clisson (BEPOS, BBC et HQE) et Pornic (BBC et HQE)
NDDL : Une nouvelle étude indépendante confirme l'inutilité d'un transfert de Nantes Atlantique

- Oct. 2013
 - La Région renforce sa politique de conditionnalité des aides aux entreprises
 - Grâce à l'initiative du groupe EELV, le Conseil régional rejette majoritairement l'achat de 9 tram-trains, pour 40 M d'euros, visant à desservir NDDL.
- Déc. 2013
 - Inauguration du Lycée public des Mauges à Beaupreau
- Janv. 2014
 - Budget Primitif: présentation de la Stratégie régionale de transition énergétique
- Fév. 2014
 - 3^e Conférence Régionale de l'Economie et de l'Emploi Durables
 - Réouverture de la ligne ferroviaire Nantes-Châteaubriant
- Juin 2014
 - NDDL : les collectivités suspendent leur financement à l'Etat et à Vinci
 - Adoption de la Charte régionale pour le développement durable
 - Adoption de la nouvelle politique régionale pour la biodiversité
 - Voeu adopté pour l'arrêt des négociations sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP/TAFTA)

- Juillet 2014
 - Avec son étude complémentaire sur la liaison Nantes Rennes, la CNDP valide la possibilité d'un abandon du projet d'aéroport à NDDL
 - Signature de la troisième charte tripartite de la continuité professionnelle pour l'emploi et la formation
- Sept. 2014
 - Inauguration du lycée à vocation internationale de l'île de Nantes
 - Ouverture du débat public Liaisons ferroviaires Bretagne - Loire (LNOBPL). Rédaction d'un cahier d'acteurs en lien avec les élu-e-s EELV du CR de Bretagne et élu-e-s écologistes de Nantes Métropole
- Mars 2015
 - Lancement d'un appel à projets spécifique « Vivre ensemble, laïcité et valeurs de la République », suite aux attentats de Charlie Hebdo et de l'Hyper Casher
 - Annnonce de la construction de 4 nouveaux lycées à Nort-sur-Erdre, Pontchateau, Saint-Gilles Croix de vie et Aizenay et de 6 extensions de lycées existants
- Avril 2015
 - Signature de la charte d'accueil du lycéen en situation de handicap.



LES CONSEILLERS RÉGIONAUX EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS

(de gauche à droite et de haut en bas)
Sophie Bringuy, Daniel Ramponi, Matthieu Orphelin,
Laurent Martinez, Christophe Dougé, Jacques
Cochy, Geneviève Leboutoux, Vincent Dulong

Marie-Laure Motreuil, Claudie Boileau, Claudine
Goichon, Jean-Philippe Magnen, Joëlle
Remoissenet, Samira El Alaoui, Emmanuelle
Bouchaud, Christelle Cardet, Michel Perrier, Hédia
Manai-Bauchet

**Rédaction : Les élu-e-s EELV du Conseil régional
des Pays de la Loire**

Graphisme : Elodie Barteau / Fabrika Clic

Impression : Imprimerie Parenthèses

Renseignements et informations :

02 28 20 61 25
europe-ecologie@paysdelaloire.fr

elus-pdl.eelv.fr / @Elus_EELV_PdL

Photos DR